Les publications des Services Economiques
Service Economique Régional de New Delhi

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

Brèves Economiques d'Asie du Sud

N°50 - période du 18 au 30 décembre 2020

Résumé

Afghanistan : L'objectif de collecte fiscale non atteint selon le ministère des Finances. Délégation afghane à Islamabad pour négocier un accord commercial préférentiel. Accord pour la création d'une zone économique commune à la frontière avec l'Ouzbékistan.

Bangladesh : Présentation du 8ème plan quinquennal (2021-2025) avec une croissance économique supérieure à 8% à partir de l'exercice budgétaire 2022. Hausse des exportations anticipée par le gouvernement pour les prochains exercices budgétaires. Meilleur résultat d'entrées en bourse depuis 2014 pour la Bourse de Dhaka.

Bhoutan : Dépréciation du ngultrum face au dollar en novembre, une première depuis huit mois.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques :* Amélioration des prévisions pour l'exercice en cours d'après la *State Bank of India*. Croissance à deux chiffres pour l'exercice 2021/22 selon *Deloitte*. *Politique monétaire et financière :* L'Inde placée sous surveillance par le *Treasury* pour sa politique de change. *Secteur bancaire :* Prolongement de la suspension du Code sur l'insolvabilité et la faillite jusqu'au 31 mars 2021. *Autres informations :* Sommet virtuel Inde-Vietnam, signature de plusieurs accords. Prêt de 500 M USD de la Banque mondiale pour la construction d'autoroutes durables. Actualisation du classement *Ease of Doing Business*, pas de changement pour l'Inde. Lancement du processus de vente de la totalité du capital détenu par le gouvernement au sein de la *Shipping Corporation of India*.

Maldives : Reprise du tourisme pour les fêtes de fin d'Année.

Népal : Dissolution du Parlement. Première politique sur les ressources en eau du Népal. Signature d'un prêt de 40 M USD avec la Banque asiatique de développement (BAsD) pour la gestion des risques d'inondation. Versement de 15,5 Mds NPR dans le fonds pour la continuité des activités.

Pakistan : La publication des dernières données macroéconomiques conduit à un certain optimisme. Recommandation d'une baisse des taux directeurs par la Commission de la planification. Signature de l'accord intergouvernemental sur l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD). Restructuration de la *Pakistan International Airlines*. Signature d'un accord tripartite intergouvernemental pour la réalisation d'une liaison ferroviaire entre le Pakistan, l'Afghanistan et l'Ouzbékistan.

Sri Lanka : Forte hausse des remises des expatriés en novembre. Réouverture progressive du pays au tourisme. Forte baisse des exportations en novembre.

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR

INFORMATIONS PAYS

AFGHANISTAN

- **L'objectif de collecte fiscale non atteint selon le ministère des Finances.** Le vice-ministre des Finances, Abdul Habib Zadram a déclaré que les recettes fiscales ont atteint 174 Mds AFN (environ 1,8 Mds EUR) au terme de l'exercice achevé le 20 décembre dernier, soit 87 % de l'objectif initial de 200 Mds AFN. C'est également moins que la collecte fiscale pour l'exercice précédent (177 Mds AFN en 2018/19).

- **Délégation afghane à Islamabad pour négocier un accord commercial préférentiel.** Le Pakistan et l'Afghanistan ont lancé des pourparlers à Islamabad pour réviser les relations commerciales de transit actuelles et examiner la possibilité d'un accord commercial préférentiel et d'un plan pour établir des marchés frontaliers pour faciliter le commerce bilatéral. Le ministre afghan de l'industrie et du commerce, Nisar Ahmad Ghoryani, dirige la délégation afghane tandis que le Pakistan est représenté par le conseiller du Premier ministre pakistanais pour le commerce et l'investissement, Abdul Razak Dawood.

  Le Pakistan et l'Afghanistan ont signé un accord de commerce de transit en 1965 qui a été révisé en 2010. Le Pakistan a accepté le transit de produits afghans via les ports de Gwadar et Bin Qasim dans un geste de bonne volonté pour renforcer les liens économiques. L'accord commercial préférentiel entre le Pakistan et l'Afghanistan serait finalisé d'ici la fin du mois de janvier prochain.

- **Accord pour la création d'une zone économique commune à la frontière avec l'Ouzbékistan.** L'annonce a été faite à l'issue de la deuxième conférence sur le renforcement de la coopération ouzbek-afghane dans les domaines du commerce et de la culture qui s'est tenue à Mazar-i-Sharif. Sur la base de cet accord, les commerçants afghans pourront rester à Sarkhandarya pendant 15 jours sans visa afin de stimuler le commerce bilatéral.

BANGLADESH

- **Présentation du 8ème plan quinquennal (2021-2025) avec une croissance économique supérieure à 8% à partir de l'exercice budgétaire 2022.** La présentation récente du 8ème plan quinquennal 2021-2025 qui prend en compte l'impact de la Covid-19, et celle de la politique énergétique à long terme dans le renouvelable (« *National Solar Energy Road Map: 2021-41* ») présentées en octobre dernier vont donner un nouvel élan.

  L'impact de la Covid-19 à partir de mars 2020 a ramené la croissance à 5,2% sur l'exercice budgétaire clos 2019/20 ; les prévisions de la Banque mondiale pour 2021 (moins de 4%) sont nettement inférieures au niveau (8,1%) inscrit dans la loi de finance, mais la Banque asiatique de développement a confirmé en décembre sa prévision d'une croissance de 6,8% pour l'exercice budgétaire 2020/21, et anticipe un rattrapage significatif en Asie du sud.

  Ainsi les projections retenues dans le 8ème plan quinquennal 2021-2025 anticipent un retour à 8 points de croissance annuelle (hors inflation) à partir de l'exercice 2021/22. Cette croissance devrait être portée par la poursuite de l'industrialisation du pays. La part de l'industrie dans le PIB passerait ainsi de 36% en FY2019 à 42% en FY 2021 (dont 30,5% pour l'industrie manufacturière).

- **Hausse des exportations anticipée par le gouvernement pour les prochains exercices budgétaires.** Les exportations ont marqué le pas en 2019/20, atteignant seulement 33,7 Mds USD contre 40,5 Mds USD l'année précédente (-17%), et un objectif de 45 Mds USD. Le gouvernement anticipe cependant un rattrapage sur les prochains exercices : les exportations devraient progresser de 15% sur l'exercice budgétaire en cours, pour atteindre 38,8 Mds USD à fin juin 2021, et enregistrer une hausse de 10,8% et 11% en 2021/22 et 2022/23.

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR

- **Meilleur résultat d'entrées en bourse depuis 2014 pour la Bourse de Dhaka**. Le secteur privé a levé un niveau record de capitaux frais sur l'année calendaire 2020 avec 9,6 Mds BDT (96 M EUR) pour 8 nouvelles introductions (IPO), soit le meilleur résultat depuis 2014 (20 IPO et 12,6 Mds BDT), en dépit des effets de la pandémie de la Covid-19. En 2019, le *Dhaka Stock Exchange* avait enregistré 8 nouveaux arrivants pour une levée de 5,5 Mds BDT, contre 6,5 Mds BDT et 13 IPO en 2018. Le succès enregistré en 2020 est largement à mettre au crédit de l'arrivée du second opérateur téléphonique, *ROBI AXIATA*, qui a levé 5,2 Mds BDT, devant *Energypac Power Generation* (1,5 Mds BDT) et *Walton Hi-Tech Industries* (1 Md BDT).

  Les mesures disciplinaires prises depuis la nomination le 17 mai dernier d'un nouveau président à la tête du régulateur (*Bangladesh Securities and Exchange Commission* – BSEC) ont porté leur fruits et rassuré les petits porteurs, dans le même temps où les groupes privés ont choisi de se tourner davantage vers la bourse pour lever des capitaux plutôt que vers les banques. La BSEC a rejeté 11 demandes d'IPO en 2020 et déjà validé une dizaine de dossiers pour 2021, tout en préparant une refonte des règlements visant à faciliter les nouvelles introductions.

BHOUTAN

- **Dépréciation du ngultrum face au dollar en novembre, une première depuis huit mois.** D'après les données publiées par la *Royal Monetary Authority*, le ngultrum s'est déprécié face au dollar en novembre au taux moyen de 74,3 BTN/USD (contre 73,5 BTN/USD en octobre et 71,4 BTN/USD un an plus tôt), pour la première fois depuis avril. Le ministre des Finances a déclaré que la dépréciation de la devise locale face au dollar représentait une opportunité (à court terme) d'endettement à coût moindre. Pour rappel, la dette publique équivaut au 30 septembre à près de 120% du PIB (dont 87% de dette externe liés aux accords spéciaux avec l'Inde pour la construction de barrages hydroélectriques).

INDE

Indicateurs macroéconomiques

- **Amélioration des prévisions pour l'exercice en cours d'après la *State Bank of India***. La SBI anticipe à présent une contraction pour l'exercice budgétaire débuté le 1er avril dernier de 7,4 %, une amélioration par rapport à la dernière prévision de 10,9 %. La principale banque du pays prévoit un T3 en légère expansion (+0,1%) et un T4 également en territoire positif (+1,7%). Pour l'exercice 2020/21, la SBI table sur un rebond de la croissance à 11 % porté par un effet de base favorable. Cependant, toutes les projections sont conditionnées à l'absence d'une autre vague d'infections.

- **Croissance à deux chiffres pour l'exercice 2021/22 selon *Deloitte.*** Dans son rapport intitulé *Voice of Asia*, le cabinet estime que l'économie indienne devrait rebondir pour atteindre 10%. L'amélioration des performances de certains indicateurs avancés tels que la vente d'automobiles, la hausse de la production d'acier ou encore l'amélioration de la collecte de GST depuis la fin du confinement est encourageante.

Politique monétaire et financière

- **L'Inde placée sous surveillance par le *Treasury* pour sa politique de change**. Le 16 novembre, le *Treasury* américain a publié son rapport semestriel sur la politique de change des principaux partenaires commerciaux des États-Unis. Ce rapport effectue un suivi régulier des pays satisfaisant au moins deux des trois critères suivants : (i) un excédent commercial bilatéral avec les États-Unis supérieur à 20 Mds USD, (ii) un excédent du compte courant supérieur à 3 % du PIB du pays et (iii) une intervention sur le marché des changes supérieure à 2 % du PIB du pays au cours des 12 derniers mois.

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR

Secteur bancaire

- **Prolongement de la suspension du Code sur l'insolvabilité et la faillite jusqu'au 31 mars 2021**. Imposée pour aider les entreprises à faire face aux perturbations économiques causées par la pandémie de coronavirus et les confinement subséquents, la suspension devait initialement demeurer en vigueur pendant six mois à compter du 25 mars. lorsque le gouvernement a imposé un confinement national pour freiner la propagation de la COVID-19. Il a ensuite été prolongé de trois mois et devait prendre fin le 25 décembre de cette année. Les défauts de paiement pour toute une année depuis le 25 mars ne feront pas l'objet de procédures d'insolvabilité.

Autres informations

- **Sommet virtuel Inde-Vietnam, signature de plusieurs accords.** Le Premier ministre Modi et son homologue vietnamien Nguyen Xuan Phuc ont publié conjointement un document de vision commune ainsi qu'un plan d'action couvrant la période 2021-2023. Des accords ont été signés dans divers domaines tels que la défense, la recherche scientifique, les énergies renouvelables et le traitement du cancer. Les discussions ont également avancé pour la mise en place d'une ligne de crédit de 100 M USD au Vietnam pour l'acquisition de 12 patrouilleurs. Ce sommet s'inscrit dans la continuité du partenariat stratégique global conclu il y a quatre ans, alors que l'Inde est l'un des rares Etats avec lesquels le Vietnam a un tel partenariat.
- **Prêt de 500 M USD de la Banque mondiale pour la construction d'autoroutes durables.** Le projet vise à développer des corridors routiers dans les Etats du Rajasthan, de l'Andra Pradesh et de l'Uttar Pradesh. Le ministère des Transports pilotera le projet qui a pour objectif la construction de 783 km de routes.
- **Actualisation du classement *Ease of Doing Business*, pas de changement pour l'Inde**. La Banque mondiale a procédé à une correction de ses deux derniers rapports après des irrégularités constatées lors d'audits internes, avec des modifications dans les classements. C'est notamment le cas de la Chine qui aurait dû perdre 7 places dans le rapport de 2018 publié en octobre 2017. La classement de l'Inde n'a, en revanche, pas été affecté. Pour rappel, dans le classement de 2020, l'Inde avait gagné 14 places pour se classer 63ème sur 190.
- **Lancement du processus de vente de la totalité du capital de la *Shipping Corporation of India*** (SCI). Le ministère des Finances a entamé le processus de cession de la totalité de la participation du gouvernement dans la SCI. Au prix du marché actuel, les 63,75 % détenus par l'Etat central sont valorisés à 25 Mds INR (environ 280 M EUR). *RBSA Capital Advisers* sera le conseiller transactionnel et les offres pourront être soumises jusqu'au 13 février prochain.

MALDIVES

- **Reprise du tourisme pour les fêtes de fin d'Année.** Le Ministère du tourisme attend 40 000 touristes pour les fêtes de fin d'Année. L'aéroport a été rouvert aux touristes en juillet dernier. Sur l'ensemble de l'année, le nombre de touristes devrait s'élever à 540 000. Pour mémoire, en 2019, les Maldives avaient accueilli 1,7 M de touristes.

NEPAL

- **Dissolution du Parlement**. Le Premier ministre Oli a dissous la Chambre des représentants, qui est la chambre basse du Parlement népalais, deux ans avant le terme de son mandat. Cette décision a déclenché des manifestations et la démission de plusieurs ministres. Le Cabinet du Président a indiqué qu'une élection générale se déroulerait en deux phases, les 30 avril et 10 mai prochains.
- **Première politique sur les ressources en eau du Népal.** Le gouvernement a dévoilé la Politique nationale sur les ressources en eau. Le ministre de l'Energie, des Ressources en Eau et de l'Irrigation, Barsha Man Pun, a rendu publique la politique lors d'une réception organisée au ministère. Bien qu'il y ait eu des politiques différentes

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR

concernant l'eau potable, l'irrigation, l'hydroélectricité et les catastrophes liées à l'eau, il n'y avait pas de politique intégrée sur les ressources en eau en tant que telle. La politique comporte sept objectifs et 11 stratégies.

- **Signature d'un prêt de 40 M USD avec la Banque asiatique de développement (BAsD) pour la gestion des risques d'inondation.** Le gouvernement du Népal et la BAsD ont signé un prêt concessionnel de 40 M USD et un don de 10 USD pour la mise en œuvre du projet de gestion des risques d'inondation des bassins fluviaux prioritaires. Le projet contribuera à améliorer l'infrastructure de protection contre les inondations, à améliorer le système de prévision et d'intervention en cas d'inondation.
- **Versement de 15,5 Mds NPR dans le fonds pour la continuité des activités**. Le gouvernement a annoncé la création de ce fonds, doté d'une enveloppe de 50 Mds NPR (environ 350 M EUR), pour le versement de prêts concessionnels aux entreprises touchées par la pandémie. Selon Shishir Kumar Dhungana, secrétaire du ministère des Finances et président du *Business Continuity Credit Flow Steering Committee*, un engagement de 30 Mds a été reçu dans le compte de remboursement.

PAKISTAN

- **La publication des dernières données macroéconomiques conduit à un certain optimisme.** Avec un excédent de 1,6 Mds USD pour les 5 premiers mois de l'exercice budgétaire (juillet-novembre), le solde des opérations courantes marque un rétablissement remarquable comparé au déficit de 1,7 Mds USD pour la même période de 2019. Dans le même temps, les transferts des travailleurs expatriés continuent d'afficher des montants records avec 11,8 Mds USD contre 9,3 Mds USD tout comme les réserves de la Banque centrale qui atteignent un niveau record de 13,1 Mds USD soit plus de 3,7 mois d'importations.

  Seuls les résultats du commerce extérieur sont en demi-teinte, reflétant aussi l'atonie des échanges liée à la pandémie mais aussi la faiblesse structurelle des entreprises exportatrices pakistanaises. Ainsi, au cours des 5 premiers mois de l'exercice budgétaire, la balance commerciale accuse un déficit de 8,6 Mds USD contre 8,1 Mds USD alors que les importations restaient stables à 18,3 Mds USD mais que les exportations fléchissaient à 9,6 Mds USD contre 10,3 entre juillet et novembre.

- **Recommandation d'une baisse des taux directeurs par la Commission de la planification**. Considérant que la stimulation de l'économie était prioritaire tout en maintenant un cours stable de la Roupie (parité de 155,3 PKR/USD fin décembre 2019 contre 159,2 PKR le 24 décembre), le Conseil de la Commission de la planification (organe consultatif mais considéré comme lanceur d'idées émanant du gouvernement), recommande de baisser le principal taux directeur de la SBP (*State Bank of Pakistan*) figé depuis quelques mois à 7% , plaçant le Pakistan parmi les pays les plus restrictifs en terme de politique monétaire. D'autant plus que la masse monétaire en circulation s'était contractée de 18,3 Mds PKR entre juillet et novembre 2020 contre une augmentation de 359,4 Mds PKR durant la même période de l'année dernière.

  Avec une inflation qui semble avoir atteint un pic autour de 10%, après un recul plus prononcé avant la pandémie, il convenait, selon le Conseil, de stimuler la demande et de soutenir l'investissement, en offrant un différentiel négatif en terme de taux nominaux.

- **Signature de l'accord intergouvernemental sur l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD),** consécutif à la décision du G20 et du Club de Paris pour les pays les plus affectés financièrement par la crise sanitaire. L'accord a été signé lundi 21 décembre par le Secrétaire aux affaires économiques (EAD), M. Noor Ahmed et le Chargé d'affaires de l'Ambassade de France, M. Yves Manville en présence du Chef du service économique et du Directeur Pays de l'AFD. Au total, le Pakistan bénéficiera d'un moratoire sur le capital et les intérêts portant sur près d'1,8 Mds USD d'engagements publics, remboursables en six semestrialités égales de 16,66% à partir de mai 2022 jusqu'à décembre 2024. La France, quatrième pays créancier, contribue pour sa part à près de 187 M USD soit un effort beaucoup plus conséquent en regard de sa position en terme de partenaire

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR

commercial (13ème exportateur). Un second accord, portant sur la période janvier - juin 2021, adossé aux mêmes termes de références (semestrialités égales, moratoire sur le capital et intérêts) est déjà ratifié par le Pakistan et devrait être signé dans les tous premiers jours de janvier.

- **Restructuration de la *Pakistan International Airlines*** (PIA). Après la mise en cause de la validité des licences des pilotes pakistanais, la décision annoncée le 22 décembre par l'agence européenne pour la sécurité aérienne (AESA) de prolonger l'interdiction de survol de l'espace aérien européen a provoqué des fortes turbulences au sein des responsables politiques qui plaident depuis longtemps pour une scission de la compagnie en deux entités. L'une reprendrait les activités classiques avec une flotte réduite constituée d'aéronefs plus performants et moins énergivores tout en rationalisant les modèles. L'autre structure dite de défaisance, abriterait notamment les actifs dévalués tels que les biens immobiliers (hôtel Roosevelt à New-York, Scribe à Paris). Une première annonce concernant la restructuration de PIA a été faite avec la mise en place d'un plan de départs négociés de près de 7500 salariés sur 14500 que comptait l'entreprise (soit plus de 500 salariés par avion). Par ailleurs, le service postal express, *SpeedEx*, filiale de PIA, employant 40 000 salariés sera purement supprimé.

- **Signature d'un accord tripartite intergouvernemental pour la réalisation d'une liaison ferroviaire entre le Pakistan, l'Afghanistan et l'Ouzbékistan.** Le Premier ministre Imran Khan a signé mercredi 30 décembre, une lettre d'intention pour l'obtention d'un financement international de 4,8 Mds USD pour la première phase de construction d'une liaison ferroviaire entre Peshawar et Kaboul avec une extension via Mazar-e-Sharif vers Tachkent. Le premier tronçon de ce tracé long de 573 km comprendra 27 gares et 7 tunnels. Des appels d'offres internationaux seront lancés, ouverts à tous les grands groupes internationaux de BTP.

  Ce projet s'inscrit en complément du grand axe central ML-1 décidé dans le cadre du "China Pakistan Economic Corridor (CPEC), composante pakistanaise du BRI, qui prévoit la construction avec interconnexion, d'une ligne à vitesse commerciale de 160 km/h entre Karachi et Peshawar via Islamabad-Rawalpindi. Ce méga chantier, estimé à 7 Mds USD et financé par des crédits chinois liés, est en phase de démarrage.

SRI LANKA

- **Forte hausse des remises des expatriés en novembre.** Selon la Banque centrale, en novembre 2020, les remises des expatriés se sont élevées à 612 M USD soit une hausse de 19% par rapport à novembre 2019. Sur les 11 mois de l'année 2020, les remises des expatriés s'élèvent à 6,3 Mds USD soit une hausse de 3,9% en glissement annuel. La Banque centrale explique cette hausse par le fait que, compte tenu des limitations sur les déplacements, les expatriés utilisent les canaux bancaires officiels pour transférer leurs économies à Sri Lanka.

- **Réouverture progressive du pays au tourisme**. Le 28 décembre, Sri Lanka a accueilli son premier vol charter de touristes depuis la fermeture des frontières en mars dernier. Les 180 touristes en provenance d'Ukraine ont subi un test PCR au départ et à l'arrivée. Ils séjourneront ensuite pendant 14 jours dans le même hôtel. Il s'agit d'une première expérience qui pourrait conduire à une ouverture plus large en fonction de l'évolution de la situation sanitaire qui n'est toujours pas complètement maitrisée (en moyenne 500 nouveaux cas de Covid 19 par jour). Le tourisme, troisième source de revenus en devises de Sri Lanka, est très sévèrement touché par la pandémie (baisse de 66% des recettes en USD sur les 10 premiers mois de l'année).

- **Forte baisse des exportations en novembre.** En novembre, les exportations de Sri Lanka se sont élevées à 750 M USD soit une baisse de 21% en g.a. Cette baisse qui touche la plupart des secteurs s'explique par la deuxième vague de Covid 19 survenue à partir d'octobre qui perturbe l'activité économique. Le secteur de l'habillement et du textile, premier poste d'exportation, enregistre la plus forte baisse (-33%), de nombreuses usines ayant été contraintes de fermer pour contenir la propagation du virus. Il convient de noter la bonne performance du secteur caoutchouc et ses produits dérivés, notamment des exportations de gants. Ces dernières augmentent de 39%. Sur les 11 premiers de l'année, les exportations sri-lankaises affichent une baisse de 17% en glissement annuel.

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Auteurs : Service Économique Régional de New Delhi
Avec le concours des Services Economiques de la région (Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka).

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de New Delhi (adresser les demandes à patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional de New Delhi s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Abonnement par email : patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR